

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 4 janvier 2024

Zoom sur : Prise de fonction des nouveaux élus locaux, et ouverture quasi-généralisée de ces derniers à coopérer avec le Gouvernement Petro.



Avec l'arrivée de 2024, le pays accueille l'investiture des nouveaux maires et gouverneurs qui gouverneront jusqu'en 2027. L'attention se porte sur les relations avec le gouvernement dirigé par le président Gustavo Petro, car des divergences idéologiques marquées seront en jeu. **Une grande partie des gouvernements des grandes villes et départements sont passés aux**

mains de propositions de droite et de centre-droite, ce qui laisse prévoir des défis dans les processus de négociation. Or, l'échelon local aura besoin de l'appui financier de l'Etat pour le financement des infrastructures d'envergure, ainsi qu'en ce qui concerne la lutte contre l'insécurité, qui est une compétence de l'Etat mais au cœur de la campagne électorale locale.

La sécurité est l'une des préoccupations centrales. Ainsi, les premières mesures de leurs administrations se concentreront principalement sur cet enjeu. À Cali, Alejandro Eder a annoncé des actions pour prévenir la violence chez les jeunes et promouvoir la formation et le soutien aux forces de l'ordre. De même, à Medellin, Federico Gutierrez a annoncé des mesures pour résoudre les problèmes de sécurité de la ville, tout comme Alejandro Char, qui a présenté la création d'une direction dédiée à la sécurité dans son gouvernement, visant à renforcer la sécurité de Barranquilla. À Carthagène, le thème de la sécurité a également été abordé, visant à faire face aux vols, aux abus envers les touristes et à la prostitution. **Les autres sujets abordés ont été : la promotion de l'emploi, la lutte contre la faim et l'austérité.**

Bolivie

A la clôture de 2023, les estimations de croissance oscillent entre 2,2 % et 2,7 %.

La Chambre Nationale de Commerce (CNC) prévoit une croissance du PIB de 2,5 % en 2023, un chiffre légèrement inférieur aux prévisions du gouvernement (2,7 %) mais supérieur aux estimations de la Commission Economique pour l'Amérique Latine – CEPAL (2,2 %). La CEPAL souligne que la Bolivie continuera de croître, à un rythme moins soutenu. Ses prévisions pour 2024 sont de 2 % (3,7 % pour le MEF, selon le budget 2024). L'objectif pour le gouvernement bolivien est de soutenir la croissance de l'économie grâce à l'industrialisation et la substitution des importations.

Les négociations en vue d'établir un accord entre la Banco Unión (publique) et la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) sont en phase finale.

Le Ministère de l'économie et des finances a indiqué que les négociations avaient avancé pour qu'ICBC puisse démarrer ses opérations dans le pays. La Chine est l'un des principaux créanciers du gouvernement bolivien, notamment dans le cadre d'infrastructures publiques. **Par ailleurs, selon les données du gouvernement bolivien, la Bolivie a exporté plus de 800 M USD vers la Chine et importé plus de 2,5 Md USD de ce pays en 2022.** L'ICBC et la *Bank of China* sont déjà présentes en Argentine et au Brésil, mais n'ont pas encore de succursale en Bolivie.

Colombie

Le taux de chômage a enregistré une baisse, à 9 % au mois de novembre.

Il a ainsi retrouvé les niveaux observés en juin 2017, soit 9 %. **En outre, en novembre 2023, le taux d'occupation au niveau national a atteint 58,3 %, vs. 57,4 % en novembre 2022.** Selon l'institut statistique colombien (DANE), les secteurs d'activité ayant le plus contribué à la variation positive de la population active étaient les transports, avec 1,3 pt% et 1,7 million de personnes occupées, ainsi que la construction, l'hébergement et les services de restauration, avec 0,5 pt% et 1,6 million de personnes occupées chacun. De plus, en novembre 2023, le taux de chômage national était de 11,1 % pour les femmes, tandis qu'il était de 7,4 % pour les hommes. **En d'autres termes, l'écart entre les genres s'est réduit de**

3,7 pt%, marquant son niveau le plus bas depuis novembre 2016, où l'écart était de 3,6 pt%.

Cependant, selon Sergio Olarte, économiste de Scotiabank Colpatria, il est impératif de réévaluer les résultats en termes désaisonnalisés qui montrent qu'en réalité *« le taux de chômage a cessé de s'améliorer et reste à deux chiffres. Cela nous permet d'affirmer que le ralentissement de l'économie fait que l'emploi ne se détériore pas encore, mais qu'il a cessé de s'améliorer »*, a-t-il déclaré. L'expert a souligné que l'année prochaine, le marché du travail adoptera un comportement très similaire, *« avec un chiffre d'environ 10 %, associé à une légère reprise de l'économie colombienne, notamment dans le domaine de l'investissement dans les travaux d'infrastructures, que nous observons actuellement »*.

Bancolombia prédit une croissance proche de 0,9 % pour 2023.

Après une année 2023 marquée par la décélération de l'économie colombienne, Bancolombia a présenté ses estimations concernant les résultats de l'activité économique. Selon le rapport, Bancolombia estime qu'au cours du T4, l'activité productive a cru de 0,5 % en g.a. Ainsi, elle aurait cru de 20 points de base (pb) par rapport au trimestre mobile se terminant en novembre (0,3 %). **Avec ces estimations, l'entité indique que l'activité économique sur l'ensemble de l'année 2023 a connu une croissance proche de 0,9 %. Un résultat qui, bien qu'il montre des signes d'amélioration, se situe 20 pb en dessous des dernières prévisions de Bancolombia et encore 50 pb inférieur au consensus des économistes (1,4 %).**

En ce qui concerne la performance sectorielle, Bancolombia souligne que le ralentissement économique a eu un impact sur les secteurs de la construction, du commerce, de l'industrie, des communications et des services professionnels. En revanche, l'agriculture, l'extraction minière et les services récréatifs ont montré un bon dynamisme à la fin de l'année dernière. Pour ce qui est du secteur immobilier, des services publics domiciliaires (énergie) et de l'administration publique, les données du rapport indiquent qu'ils ont maintenu leurs niveaux d'activité.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+7,95 %	-4,17 %	1 263 pts
Change USD/COP	+1,22 %	-20,32 %	3 928
Change EUR/COP	+0,20 %	-17,18 %	4 299
Prix du baril colombien (USD)	-1,72 %	+0,74 %	81,38

L'Etat a annoncé une augmentation de 12,1% du salaire minimum pour 2024.

Ainsi, en ce qui concerne l'indemnité de transport, l'augmentation serait de 15 %. Avec cette hausse, le salaire minimum mensuel s'élève à 332 USD (1 300 000 COP) et l'indemnité de transport est fixée à 41,4 USD (162 000 COP). Cette hausse signifie que, si l'inflation se situe entre 9,2 % et 9,4 % à la fin de 2023 comme le prévoit la Banque centrale, l'augmentation réelle du salaire minimum serait comprise entre 2,9 % à 2,7 %. Cette décision intervient après un mois de négociations au cours duquel les parties étaient en désaccord et n'ont pas réussi à concilier leurs positions. **Aussi, suite aux annonces du gouvernement, certains syndicats ont présenté le résultat comme étant une victoire, car il permettait de récupérer quelque peu le pouvoir d'achat.** Pour mémoire, les centrales syndicales avaient initialement demandé une augmentation de 18 %, et avaient ensuite revu leurs aspirations à la baisse, à 12 %.

Un ensemble d'organisations patronales telles que l'Andi, Fenalco, la SAC ou Acopi ont cependant annoncé dans un communiqué leurs inquiétudes face à ce chiffre : *« malheureusement, les arguments contre l'inflation, les taux d'intérêt et le chômage n'ont pas été pris en compte par les autres membres de la commission de concertation. Nous*

exprimons notre préoccupation quant aux conséquences que l'augmentation décidée pourrait avoir en termes de reprise économique et d'inflation, qui pourraient affecter les ménages colombiens ». Ils ont également déclaré qu'il est impératif de poursuivre la tendance à la baisse de l'inflation, qui est passée à 10,15 % en novembre. De même, ils ont rappelé qu'il était nécessaire de stimuler la relance de l'économie, actuellement en décélération à -0,3 % g.a. du PIB au T3 2023.

Le président Petro propose de « réformer la réforme fiscale ».

Alors que le pays clôture l'année 2023 avec l'annonce de l'augmentation de 12,1 % du salaire minimum, le président Gustavo Petro a surpris avec une proposition inattendue : il a invité à réévaluer la réforme fiscale de 2022, estimant qu'elle est nécessaire pour la relance économique du pays. Avec cette révision, l'objectif est de *« réduire le taux d'impôt sur les sociétés payé par les entreprises et l'augmenter pour les personnes physiques aux revenus plus élevés, de manière à libérer l'entreprise pour qu'elle puisse être plus compétitive et productive ».* La proposition pourrait réduire l'impôt sur les sociétés de 35 % à 20 %. Le directeur de Fedesarrollo, Luis Fernando Mejia, a salué le fait que la discussion ait été mise sur la table car *« la Colombie ne sera pas compétitive et n'encouragera pas la création d'entreprises avec un impôt de 35 %, le plus élevé de la région ».* Cependant, Jose Ignacio Lopez, directeur des recherches économiques de Corficolombiana, estime que la réduction ne serait pas réalisable à court terme, car 2024 commencera avec des finances publiques définancées d'au moins 1 % du PIB.

Succès pour la Colombie lors de sa première émission de bons du Trésor sur le marché local en 2024: les offres d'achat ont été 4,2 fois supérieures au montant annoncé en émission.

Lors du lancement de son programme de financement 2024, **la Colombie a émis des titres de trésorerie sur le marché local d'une valeur de 115,5 M USD, répartis sur des**

échéances de 5, 13 et 25 ans. Cette première émission a suscité un vif intérêt, avec des offres d'achat atteignant 4,2 fois le montant initial convoqué. La forte demande a entraîné l'activation des clauses de surallocation, ajoutant 150 Md COP au montant initial de 300 Md COP. Les taux d'intérêt lors de l'enchère varient entre 3,788% et 4,290%. Le gouvernement colombien prévoit d'émettre un total de 11,8 Md USD sur l'année.

Evaluation de la performance du secteur financier au T3 2023 : Résilience face aux défis économiques.

Selon Bancolombia, au T3 2023, bien que la faible croissance du portefeuille de crédits, leur détérioration et les coûts élevés de financement aient exercé une pression sur la rentabilité du système bancaire, les indicateurs de solvabilité, de liquidité et de couverture demeurent appropriés et supérieurs aux seuils réglementaires minimaux. Bancolombia a ainsi déclaré être confiante sur le fait que *« la réglementation financière locale continuera de garantir que le système bancaire maintiendra un support patrimonial capable de résister à la pression de la conjoncture défavorable sur la rentabilité »*.

Ainsi, à la clôture du T3 2023, le solde nominal du portefeuille brut a continué sa phase de ralentissement que nous observons depuis plusieurs mois. **Ceci, lié à la tendance croissante des créances douteuses (+41,4% en g.a.) et à la croissance des provisions (+12% en g.a.), impacte une fois de plus la rentabilité de ces entités, avec un ROE de 7,2%.** Cela est le résultat d'une demande et d'une offre de crédit plus faibles, dans un contexte de baisse des dépenses des ménages et des investissements en raison des taux d'intérêt élevés.

En ce qui concerne les institutions de financement commercial, la forte exposition à la consommation et la forte croissance observée en 2021 et 2022 ont conduit à une détérioration importante des prêts et ont entraîné la constitution de provisions qui, associées à la faible croissance des prêts en 2023 et aux coûts élevés de financement, ont

fortement pesé sur leur rentabilité. **Ainsi, ces entités financières ont clôturé le troisième trimestre de 2023 avec un ROE de -15,4% contre 2% au T3 de 2022. Cependant, le niveau de solvabilité de 17% reste plus de 800 pdb supérieur au minimum réglementaire de 9%.** Cela indique que, de manière générale, ce segment d'établissements de crédit est solvable et capable de supporter les chocs de la conjoncture.

A la suite de l'augmentation de 12% de l'UPC, le débat sur les ressources pour les institutions du secteur de santé s'intensifie.

Fin 2023, le ministère de la Santé a fixé la valeur annuelle de l'UPC - les fonds que l'État alloue à chaque EPS¹ pour la prise en charge de chaque affilié - à 370 USD (1 444 086 COP), correspondant à une valeur quotidienne légèrement supérieure à 1 USD (4 011,35 COP). La présidente exécutive d'Acemi, syndicat regroupant les principales EPS du régime contributif, Ana Maria Vesga, a déclaré que cette augmentation ne reflète pas la réalité des dépenses du système. À cet égard, le ministère a insisté sur le fait que l'UPC était calculée avec les informations fournies par les EPS, et selon le gouvernement seulement 4 des 18 EPS ont respecté la cohérence des données nécessaires pour recalculer cette augmentation. En outre, le gouvernement a réitéré qu'après l'application de la méthodologie appropriée, l'augmentation de l'UPC n'aurait dû être que de 6,7%, mais qu'ils avaient pris la décision d'augmenter la valeur selon l'IPC projeté par le ministère des Finances (9,73%), soit 3,02% supplémentaires. **Les analystes estiment cependant que l'augmentation aurait dû être d'environ 16% pour compenser le déficit actuel du système de santé.** Vesga a ainsi appelé le gouvernement à réexaminer l'augmentation approuvée.

Forte baisse des ventes de véhicules en Colombie en 2022, mais RENAULT reste en tête.

Selon les calculs de l'Association nationale de la mobilité durable (Andemos), le total des immatriculations de véhicules neufs enregistrés en Colombie en 2023 s'est élevé à 186 826 unités, marquant une contraction de 29% par rapport à 2022, année où 262 595 unités ont été immatriculées. Parmi les

¹ *Entités Promotrices de Santé*, qui sont des entités privées responsables de l'administration et de la gestion des services de santé dans le cadre du système de sécurité sociale en santé colombien.

dix marques de véhicules les plus présentes en Colombie, celles qui ont enregistré les plus fortes baisses étaient Volkswagen, avec une baisse de 55,6 % des immatriculations ; suivi de Suzuki et Renault, avec des baisses de 51,9 % et 46,6 % respectivement. **Cependant, il est à noter que Renault demeure la marque la plus présente en Colombie, avec la vente de 26 417 unités en 2023.** À l'inverse, les seules marques de cette liste ayant augmenté leurs ventes de véhicules neufs étaient Ford, avec une augmentation de 4,5 %, et Toyota, avec 1,1 %. **En ce qui concerne les immatriculations de technologies hybrides et électriques, le rapport indique un record historique en décembre, atteignant 3 663 unités et portant leur part de marché de 10,6 % en 2022 à 16,9 % en 2023.** Pour 2024, Andemos prévoit que le marché achèvera son cycle de contraction et entrera dans une phase de stabilisation à mesure que l'inflation diminuera, ouvrant ainsi la voie à une réduction progressive des taux d'intérêt permettant la reprise de l'économie.

Equateur

Des mesures d'économie d'envergure sont anticipées par le Gouvernement, et ont été communiquées par le Ministre de l'Économie.

Le ministre de l'Économie, Juan Carlos Vega, a annoncé le 3 janvier 2024 que l'État prévoit d'économiser 1 Md USD par an grâce à des réductions de dépenses courantes. Ces économies seront réalisées via une réduction du nombre de fonctionnaires, la suppression d'entreprises publiques inefficaces ou l'amélioration de leur efficacité. Vega a souligné la nécessité de rendre Petroecuador, compagnie pétrolière publique et plus grande entreprise publique, plus efficace, en identifiant des gaspillages. **Il a assuré que les réserves de la Banque centrale ne seront pas touchées pour couvrir le déficit fiscal, soulignant qu'elles sont le fondement de la dollarisation.** En ce qui concerne les subventions aux carburants, Vega a indiqué qu'aucune décision n'a encore été prise, mais l'évaluation est en cours, soulignant que cela représente plus de 3 Md USD par an. **Envisager la suppression des subventions aux carburants représenterait entre 2 % et 2,5 % du PIB, offrant une option pour surmonter le déficit budgétaire. La décision finale sera prise par le Président.**

Référendum : Des propositions axées sur la sécurité et l'économie.

Le président Daniel Noboa a soumis à la Cour constitutionnelle 11 questions pour une consultation populaire, mettant très principalement en avant les sujets liés à la sécurité. Les objectifs incluent des modifications dans le rôle des forces armées, des peines plus sévères pour certains délits. Côté économie, si le Président a indiqué qu'une des trois priorités du référendum est la relance de l'emploi et des activités économiques, la seule mesure proposée concerne la réouverture des casinos. La consultation, prévue dans les 100 premiers jours de son mandat, sera l'occasion pour Noboa de mesurer son soutien populaire et de proposer des réformes économiques potentielles.

Guyana

Pétrole et gaz au Guyana : À quoi s'attendre en 2024.

L'année 2024 se profile comme une période de croissance significative des opérations dans l'industrie pétrolière et gazière du Guyana. De nouveaux blocs seront attribués, les développements pétroliers progresseront, et la perspective du développement gazier entrera en ligne de mire.

- **La conclusion de contrats découlant de la tournée des licences offshore :** Le gouvernement a annoncé en octobre 2023 avoir décidé d'attribuer huit licences pétrolières à la clôture de son premier tour de licences *offshore*. Le Guyana devrait percevoir plus de 100 M USD (0,6 % du PIB 2023) en bonus de signature. Les négociations étant en cours, les attributions de contrats sont attendues au T1 de 2024.
- **L'approbation du projet Whiptail d'ExxonMobil :** Le ministère des Ressources naturelles examine le plan de développement du champ *Whiptail* d'ExxonMobil, avec l'assistance de Bayphase (entreprise de *consulting* pétrolier britannique). L'approbation est attendue au T1, suivie par les décisions finales d'investissement des co-entrepreneurs. Le coût de développement projeté est de

12,9 Md USD. *Whiptail* est le sixième projet du bloc *Stabroek* d'ExxonMobil.

- **La proposition du septième projet du bloc *Stabroek*** : ExxonMobil a découvert Fangtooth-1 en 2022 et Fangtooth SE-1 en 2023. ExxonMobil a réalisé des travaux d'appréciation approfondis sur Fangtooth et devrait faire de ce champ la base de son septième projet du bloc *Stabroek*.
- **Le Guyana devrait atteindre une production de pétrole à 620 000 b/j.** Le projet *Payara* a produit sa « *first oil* » en novembre et a atteint 100 000 b/j en seulement 16 jours. Ce projet devrait atteindre sa capacité de 220 000 b/j au T1 2024. S'ajoutant aux projet *Liza-1* de 150 000 b/j et *Liza-2* de 250 000 b/j, le Guyana peut facilement fournir plus de 200 millions de barils en 2024 au marché mondial, une augmentation potentielle de plus de 40 % par rapport aux 135-140 millions de barils projetés en 2023.
- **La finalisation de la feuille de route pour le développement du gaz** : Le Guyana a clos la période de commentaires publics sur son document de discussion sur la stratégie gazière à la fin de l'année dernière. ExxonMobil est encouragé à orienter son attention vers le gaz. Ainsi, le vice-président Bharrat Jagdeo a déclaré qu'Exxon devrait renoncer à ses découvertes de gaz s'il n'est pas intéressé à les exploiter, afin que le gouvernement puisse rechercher des investissements de parties intéressées.

Croissance économique exceptionnelle au Guyana : projections de CEPAL.

Le nouveau rapport de la CEPAL met en lumière le paysage économique global en Amérique latine et dans les Caraïbes, indiquant une tendance de croissance modérée, à 2,2% du produit intérieur brut (PIB) pour 2023. **La CEPAL estime cependant un taux de croissance de 39,2% pour le Guyana cette année, un chiffre proche de la projection donnée par le Fonds monétaire international (FMI) dans le dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale.** Le principal moteur de la croissance du Guyana continue d'être le secteur pétrolier et gazier. **Ainsi, la croissance de 2023 devrait être alimentée par une année complète de production stable des projets *Liza* d'ExxonMobil**

et le lancement du projet de développement pétrolier *Payara* plus tard dans l'année.

Suriname

TotalEnergies élargit son influence dans le bassin offshore du Suriname avec le bloc 64.

Les efforts concertés de TotalEnergies pour étendre son portefeuille dans le bassin offshore du Suriname, notamment avec la récente signature d'un contrat de partage de production pour le Bloc 64 aux côtés de QatarEnergy et Petronas, offrent des perspectives significatives pour le paysage de production pétrolière offshore du pays. Le Bloc 64, couvrant 6 262 km² et situé à environ 250 km au large des côtes, marque la dernière incursion de TotalEnergies au Suriname. En vertu de l'accord, TotalEnergies dirigera les opérations, détenant une participation de 40%, tandis que QatarEnergy et Petronas se partageront les 60% restants.

L'implication de TotalEnergies dans le secteur pétrolier du Suriname ne se limite pas au bloc 64. En effet, la compagnie pétrolière française exploite actuellement le bloc 58 avec une participation de 50%, où cinq découvertes ont été faites. Des études sont en cours sur le Bloc 58, visant à confirmer d'ici la fin d'année la viabilité d'un projet pétrolier estimé à 200 000 (b/j), pouvant aboutir sur un investissement de 9 Md USD par TotalEnergies et son partenaire sur le bloc, APA Corporation (USA). Cet investissement ciblerait les importants gisements pétroliers nichés dans les champs de *Sapakara South* et *Krabdagu*, estimés à près de 700 millions de barils collectivement.

Pérou

L'inflation annuelle atteint 3,41%.

L'inflation annuelle s'établit, à décembre 2023, à 3,41% au niveau national, chiffre le plus bas depuis juin 2021, selon les données de l'Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI). **L'inflation cumule ainsi 11 mois ininterrompus de baisse et se rapproche de la fourchette cible de la Banque centrale (BCRP), comprise entre 1% et 3%.** Les villes qui ont clôturé l'année 2023 avec l'inflation cumulée la plus élevée sont Trujillo, Chiclayo

et Arequipa. Six autres villes, dont Piura, ont enregistré des taux d'inflation compris entre 1 % et 3 %. Il n'y a qu'à Iquitos que l'inflation annuelle a été inférieure à 1 %. Les plus fortes augmentations cumulées entre 2021 et 2023 ont été enregistrées à Huaraz (29,6 % ou 9 % en moyenne annuelle), Chachapoyas (27,2 %, 8,4 %) et Puerto Maldonado (25 %, 7,7 %).

L'investissement public augmente pour la troisième année consécutive.

En 2023, les trois niveaux de gouvernement (national, régional et local) ont investi 13,5 Md USD, soit une augmentation de 8,8 % par rapport à 2022. Ainsi, alors que l'investissement public avait augmenté de 37,2 % en 2021 (10,4 Md USD), puis de 19 % en 2022 (12,4 Md USD), on constate un ralentissement notable en 2023. Ce phénomène s'explique principalement par le fait que les municipalités n'ont pas réussi à accroître leurs dépenses par rapport à l'année précédente, du fait d'une première année de mandat, traditionnellement moins encline à la dépense locale. En effet, les gouvernements locaux ont exécuté 4,9 Md USD, soit une baisse de -10,7 % par rapport à 2022 (5,4 Md USD). L'intervention du gouvernement national a été de 5,7 Md USD (+26,3%) et celui des gouvernements régionaux a atteint 3 Md USD (+19,9%).

La municipalité de Lima s'endette de 325 M USD pour financer 42 projets.

La municipalité de Lima a émis des obligations pour un montant de 325 M USD sur les marchés internationaux auprès d'investisseurs institutionnels, principalement étrangers, avec une durée de 20 ans et un taux d'intérêt de 10,1%. **Les fonds récoltés serviront à financer un portefeuille de 42 projets prioritaires en matière d'infrastructures et services publics, et à rembourser les dettes existantes.** L'agence de notation Fitch a évalué cette émission avec une note (BBB). Selon certains experts, le niveau d'endettement de la municipalité est déjà élevé et représente environ 120 % de ses revenus annuels.

Venezuela

La Banque centrale est intervenue pour 4,8 Md USD en 2023, en défense du Bolivar (VES)

Le gouvernement a poursuivi sa politique monétaire visant à contenir la dépréciation du

VES en 2023 et a effectué des interventions bancaires d'une valeur de 4,8 Md USD sur année. **Le VES, a cependant perdu plus de la moitié de sa valeur par rapport au Dollar Etats-unien en 2023, s'établissant à 35,96 VES/USD selon la Banque centrale, contre 22,37 en janvier 2023.** Ainsi, selon les estimations de l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF), le prix du dollar au Venezuela devrait de nouveau doubler en 2024.

Les exportations de pétrole ont connu une hausse de +12% l'année dernière, atteignant près de 700 000 barils par jour.

Cette hausse fait suite à un assouplissement des sanctions imposées par les États-Unis depuis 2019 sur le secteur énergétique du pays. Les mesures de Washington, notamment l'extension d'une licence permettant l'exportation de pétrole vers certains marchés – notamment les États-Unis –, ont permis à la compagnie pétrolière publique PDVSA d'augmenter ses exportations. Les principaux destinataires incluent la Chine en 1^{ère} position (partenaire vers lequel les exportations de pétrole n'ont jamais cessé), qui absorbe environ 65 % des exportations. Les États-Unis, reçoivent 19 % de la production. La production pétrolière stable a également contribué à une augmentation des envois, avec un total de 46 cargaisons partant des ports vénézuéliens en décembre. **En moyenne, la production de pétrole du Venezuela en 2023 a atteint 794 000 barils par jour jusqu'en novembre 2023, surpassant les chiffres de 2022 et 2021.**

L'entreprise indienne Ongc Videsh accepte un swap pétrolier comme règlement de dette de la part de PDVSA.

Ongc Videsh (OVL), la branche d'investissement à l'étranger du principal explorateur pétrolier indien *Oil and Natural Gas Corp* (Ongc.NS), détient une participation de 40 % dans le champ de San Cristobal, dans la ceinture de pétrole lourd de l'Orénoque, à l'est du Venezuela, tandis que la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne PdVSA en détient le reste. **Le projet San Cristobal doit à OVL un dividende de 600 M USD qui sera réglé par l'allocation de cargaisons de brut, selon Pankaj Jain secrétaire d'État au pétrole et du gaz naturel de l'Inde.**

Le secteur automobile clôture l'année avec une utilisation de 80% de sa capacité de production.

En outre, le président de la Chambre des fabricants vénézuéliens de produits automobiles (Favenpa), Omar Bautista, a identifié un défi majeur pour 2024, à savoir la « concurrence déloyale » des pièces détachées de contrebande. Il a également exprimé que le secteur doit surmonter des

obstacles tels que « le manque de financement bancaire et de flux de trésorerie causé par la retenue de la TVA, la récupération des crédits d'impôt, les taxes municipales élevées, ainsi que les services publics d'électricité, de gaz et d'assainissement inefficaces et coûteux ».

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr